

**Vendredi
29 mai 2020**

Pour nous suivre :

Site internet :

[https://www.
lutte-ouvriere.org](https://www.lutte-ouvriere.org)

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

Sylvain Demay
(conseiller municipal)

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 6 - imp.spé.LO

Non aux licenciements, répartition du travail entre tous !

Après la menace du Covid-19, voilà celle des fermetures d'usines et des licenciements, et pour celle-là, il n'y a aucune protection à attendre de l'État ! Renault en est le symbole.

Le constructeur automobile a tiré le premier coup de canon de l'offensive en menaçant de fermer quatre usines. Et on a compris, par la bouche du ministre de l'Économie, que l'État, qui détient 15 % du capital « n'exigera pas le maintien de l'emploi » !

Qu'un groupe comme Renault décide, avec la complicité du gouvernement, de fermer des usines et de licencier des milliers de salariés montre que personne n'est à l'abri.

Dans cette guerre féroce qu'est le capitalisme, la crise est toujours l'occasion pour les capitalistes les plus puissants d'avaler les plus faibles et de resserrer l'étau sur les sous-traitants et les fournisseurs. Et surtout, elle est toujours le prétexte et un moyen de chantage pour imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs.

Alors, contrairement au Covid-19, l'épidémie de fermetures et de licenciements n'a rien de naturel. Ce sont des choix de classe : pour ses profits, la grande bourgeoisie est prête à faire crever les travailleurs. Nous ne devons pas l'accepter !

Lutter contre ces licenciements est une question vitale pour le monde du travail et pour toute la société. Dans le contexte de crise actuelle, personne ne peut sérieusement envisager trouver un autre gagne-pain. Perdre son emploi est une condamnation à la pauvreté et à la déchéance.

Face à l'effondrement des commandes et de l'activité, il faut répartir le travail entre tous. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent baisser avec les salaires maintenus intégralement.

Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

Cela a un coût ? Oui, mais l'an dernier, les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé 80 milliards d'euros de profits. Soit l'équivalent de plus de deux millions d'emplois payés 1 800 € mensuels, cotisations incluses. Alors, que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent !

Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des actionnaires et des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Il va continuer de l'aider au travers de différents plans de relance. Il prévoit de prêter sept milliards à Air France et cinq milliards à Renault.

Eh bien, il faut que l'argent public garantisse les emplois et les salaires des travailleurs, y compris des plus petites entreprises !

Ce serait impossible car contraire à la compétitivité et aux règles capitalistes ? Mais ces règles ne servent qu'à enrichir une minorité, à détruire les emplois et condamner les travailleurs à la misère.

Elles transforment tout en source de profit et soumettent les services publics et les hôpitaux à la course à la rentabilité, avec le désastre sanitaire que l'on sait. C'est encore en leur nom que le capitalisme détruit la planète à petit feu.

Du point de vue des travailleurs et de leur survie, la répartition du travail entre tous sans perte de salaire est la seule réponse réaliste. Si nous ne voulons pas être condamnés à vivre des miettes d'une société en crise, il nous faudra l'imposer !



La vie des travailleurs de Renault doit passer avant les profits ! (Communiqué Lutte ouvrière)

Alors que l'État vient de promettre à Renault 5 milliards d'euros de prêt sans aucune contrepartie, ses dirigeants laissent entendre qu'ils ont l'intention de priver des milliers de travailleurs de leur gagne-pain, en fermant leurs usines de Dieppe, de Choisy-le-Roi, les Fonderies de Bretagne, et aussi en vidant l'usine de Flins de ses activités.

Cette annonce est scandaleuse. La baisse des ventes de voitures et celle de l'activité économique en général

du fait de l'épidémie de Covid-19 ne peuvent en aucun cas justifier de telles mesures. Les patrons de Renault n'ont d'ailleurs pas attendu cette dernière situation pour tailler à plusieurs reprises dans les effectifs de leurs usines.

Leur choix est, comme toujours, de maintenir leurs profits à tout prix et d'en faire subir les conséquences aux travailleurs. C'est inacceptable.

Les patrons de Renault annonçaient encore disposer, fin mars, de 10 milliards d'euros de liquidités. Pendant les dix années précédentes, le travail de leurs dizaines de milliers de salariés et de sous-traitants leur a permis d'accumuler 24 milliards d'euros de profits !

De telles sommes, qui ne sont rien d'autre que les richesses accumulées grâce à tous ces travailleurs, sont bien plus que suffisantes pour maintenir intégralement leurs emplois et leurs salaires. C'est aux actionnaires de Re-

nault de prendre sur ces profits accumulés afin de faire face aux aléas de l'économie.

Les travailleurs de Renault, les travailleurs intérimaires auxquels l'entreprise a régulièrement recours, les travailleurs des nombreuses entreprises sous-traitantes qui en dépendent, ne peuvent accepter de perdre leur emploi du fait des hauts et des bas d'une économie capitaliste au fonctionnement de plus en plus chaotique. Leur vie et celle de leurs familles doivent passer avant les profits !

Lutte ouvrière dénonce la logique capitaliste des patrons de Renault et du grand patronat en général, qui prépare aujourd'hui de nombreux plans de licenciement et envisage froidement de jeter des milliers de salariés à la rue. Elle sera aux côtés des travailleurs dans toutes les luttes qu'ils entreprendront pour défendre leur droit à la vie face à l'infamale logique du profit.

Landanger Chaumont : un règlement et des pratiques indignes

Chez Landanger, une société de fabrication de matériel de chirurgie, basée à Chaumont, la direction a édicté un règlement intérieur qui stipule qu'il est interdit de se servir de son téléphone portable pendant les heures de travail, sous peine de sanction disciplinaire.

À force de vouloir tout régenter et tout contrôler, voilà une direction qui risque bien à coup de règlements iniques de provoquer l'écœurement et la colère. Et une chose est certaine, elle ne l'aura pas volé.

Poste de Haute-Marne : une amélioration en trompe l'œil

À la poste, une nouvelle réorganisation a été mise en œuvre, il s'agit de libérer les facteurs trois samedi sur quatre. Pour ce faire, les agents qui travaillent le samedi doivent donc couvrir les tournées de distribution de quatre facteurs !

Autrement dit, il s'agit d'une réorganisation en trompe l'œil où l'objectif est de voir les facteurs travailler davantage en étant ultra-polyvalents, tout en leur faisant miroiter des améliorations.

Cela ne pourra vouloir dire qu'une dégradation des conditions de travail, un service moins bien rendu et un stress plus important pour les facteurs.

Une réorganisation qui pourrait bien ne pas passer comme une lettre... à la poste.



Prime Ehpad : plutôt qu'une prime, augmenter les salaires !

Il a été indiqué la semaine dernière que le personnel d'aide à domicile toucherait la prime promise aux Ehpad et établissements de soins. On pourrait croire à une bonne nouvelle. Sauf que cette prime, annoncée il y a plusieurs semaines aux soignants, n'a toujours pas été versée et les décrets ont tardé à être publiés, à tel point que beaucoup de soignants se demandent sérieusement s'ils la toucheront un jour.

Pour le personnel qui s'occupe de l'aide à domicile, en Haute-Marne, la prime ne sera de toute façon pas suffisante. Il y a déjà une très grande difficulté à recruter des assistantes de vie, vus les salaires très bas et les conditions de travail, très dures.

Alors ce n'est pas d'une prime ponctuelle que les salariés ont besoin, mais d'augmentations de salaire qui permettent de vivre.

ARS et réanimation : des préoccupations évidentes

Il y a quelques semaines, le directeur de l'ARS (Agence Régionale de Santé) du Grand Est s'est fait remercier pour n'avoir pas su se taire sur les postes supprimés dans les hôpitaux.

Aujourd'hui pourtant, il est annoncé que le service de réanimation de Chaumont ne sera maintenu que durant trois mois. Autrement dit, le temps de

surmonter le pic d'hospitalisation lié au Covid 19, et après, on repart comme avant !

Contacté par un journaliste, le représentant de l'ARS a même indiqué à cette occasion que « *des difficultés de démographie médicale ont conduit à la suspension de l'autorisation de réanimation du centre hospitalier de Chaumont en 2014, suivie de la fermeture en*

2015 ».

Décidément, les cadres de l'ARS, tout dévoués qu'ils sont au gouvernement, ne ratent pas une occasion de démontrer à tout le monde à quel point leur priorité n'est pas la santé des personnes mais de faire, coûte que coûte, des économies sur l'hôpital.



Stockage des masques : destructions en pleine épidémie

La presse a révélé une décision prise en 2011, et respectée par les gouvernements de droite, de gauche et macronistes, qui a conduit l'État à se défaire progressivement de son stock de masques.

À partir de 2017, le gouvernement a ordonné des destructions, et on est passé de 700 millions de masques environ à 110 millions. Les masques étaient stockés dans des entrepôts gérés par l'armée, comme celui de Marolles, près de Vitry-le-François

dans la Marne. Sur ces sites, alors que l'épidémie avait commencé, et alors que les hôpitaux de Vitry-le-François et de Saint-Dizier, tout proches, étaient déjà débordés, on continuait à détruire méthodiquement et imperturbablement pour suivre les ordres.

Avec un État aussi irresponsable, plus que jamais il y a là un système social à renverser ! La priorité, c'est sauver les vies, pas les profits !

Cinéma Chaumont : loyer offert !

La municipalité a décidé de ne pas demander de loyer au cinéma de Chaumont pendant la période de fermeture. Si ce cinéma était une structure à but non lucratif, cela se comprendrait, mais il se trouve qu'il s'agit d'une société, qui gagne de l'argent d'année en année.

De plus, rappelons que ce complexe a été construit par des

investissements publics pour être mis en gestion par un exploitant privé. Le patron n'a même pas eu à risquer une mise de fonds au départ pour en tirer une rente.

L'exploitant privé n'a donc rien risqué au départ, a empoché les bénéfices, et fait assumer les pertes par la collectivité. Mais à quoi sert-il donc ?

Le virus destructeur de l'économie ?



Palestine : Cisjordanie, une politique d'annexion et de spoliation

Le 15 mai 2020, une manifestation a été organisée à Chaumont, en mémoire de l'invasion de la Palestine, le 15 mai 1948.

Un anniversaire d'autant plus à propos qu'il intervient dans un contexte où le gouvernement israélien entend étendre « *la souveraineté israélienne sur une partie de la Cisjordanie* ». En clair, cela signifie ni plus ni moins pour l'État israélien que d'annexer une partie de

la Cisjordanie, avec le soutien déclaré des États-Unis.

Cela fait 72 ans que le peuple palestinien subit l'occupation, qu'une politique de colonisation systématique y est pratiquée, par grignotages successifs.

L'occupation des territoires de Gaza et de la Cisjordanie et ce que subissent les populations israélienne et palestinienne, dont l'une a été transformée en gendarme de l'autre,

sont le résultat d'une politique de domination pratiquée par les grandes puissances, sous l'égide de l'ONU.

Lutte ouvrière est solidaire de la manifestation qui a eu lieu à Chaumont, ce 15 mai et dénonce cette politique de colonisation, pratiquée par l'État israélien et la mise en coupe réglée du Moyen Orient au profit des trusts des grandes puissances, dont la France fait partie.

Des nouvelles du conseil municipal

Le premier conseil municipal a eu lieu jeudi 28 mai. Il aurait dû se tenir dans la semaine suivant l'élection, mais du fait des circonstances, il a été repoussé, l'ancienne équipe gérant les affaires courantes.

Il s'est tenu à la salle des fêtes et sans public, seule la presse a pu être présente. L'ordre du jour lui-même a été réduit : il ne s'agissait en fait que d'installer l'exécutif et de lui déléguer des pouvoirs. L'urgence était de permettre à la collectivité de signer des contrats.

C'était d'ailleurs une préoccupation nationale des entreprises du BTP que d'avoir des interlocuteurs à démarcher : ils s'en étaient émus au niveau national. La décision d'installer les conseils municipaux élus au premier tour et celle de tenir le second tour des élections en juin là où c'est nécessaire a sans doute été prise aussi en fonction de ce type de pressions.

Sans nous faire aucune illusion sur nos possibilités réelles d'intervention, nous nous efforcerons de faire entendre les intérêts des travailleurs au sein de cette assemblée. Voici la première déclaration de Sylvain Demay, élu « **Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs** » :

Déclaration pour l'élection du maire : « représenter politiquement le camp des travailleurs »

Je me présente à la fonction de maire comme les 279 électeurs qui ont voté pour la liste « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » en ont exprimé le souhait et auxquels j'exprime nos remerciements.

La vraie démocratie consisterait pour nous les travailleurs à avoir un contrôle direct, un droit de regard sur les choix, les orientations et toutes les décisions qui ont un impact sur nos vies. Le conseil municipal a bien peu de pouvoir, mais il est pourtant, lui aussi, hors de ce contrôle direct.

Avec la pandémie, chacun a pu se rendre compte des défaillances à tous les niveaux du fait d'une politique criminelle contre la santé publique qui s'est concrétisée pendant des années, ici comme ailleurs, par la fermeture de services comme la réanimation, de lits, par des suppressions de postes et jusqu'à économiser sur les masques.

Cette crise du coronavirus a levé un peu plus le voile sur la folie de

cette organisation économique et sociale dirigée par la grande bourgeoisie avec la complicité de ceux qui depuis des années sont à la tête de l'État.

La crise sanitaire a aggravé brutalement la crise économique. Des milliers de travailleurs, à Chaumont où ailleurs, se retrouvent dans la plus grande précarité. L'aide alimentaire explose. Des vagues de licenciements sont programmées à Renault, dans l'aéronautique, dans le secteur touristique et bien d'autres. C'est une véritable guerre déclarée au monde du travail.



Aujourd'hui, nous payons pour un système où les intérêts des capitalistes passent toujours avant ceux des exploités et de la collectivité. Nous payons la politique de dirigeants soumis aux lois du marché, du profit, serviles aux intérêts de cette grande bourgeoisie prête à étrangler le monde du travail.

Nous sommes convaincus que les travailleuses et les travailleurs ont la force collective de transformer la société. C'est ce camp, celui des travailleurs que j'entends représenter dans cette assemblée.

Le « monde d'après » à Chaumont : un air de déjà vu...

Pour la maire comme pour les élus municipaux PS, « rien ne doit plus être comme avant », il faut « travailler ensemble par-delà les considérations partisans ».

Bref, ils sont tous d'accord pour l'Union sacrée, comme en 1914 : les travailleurs resteront en première

ligne dans la guerre économique comme ils l'ont été lors de la crise sanitaire, quant aux capitalistes, ils resteront à l'arrière, à encaisser les dividendes.

Et les politiciens du camp des capitalistes continueront à nous faire croire que nos intérêts sont les

mêmes.

Pour nous pas question de marcher à ce pas-là ! Le seul moyen de tout changer, c'est que les travailleurs contrôlent tout et prennent les commandes.